

Environnement

« APRÈS NOUS, LE DÉLUGE » : CHRONIQUE D'UN ESSOUFFLEMENT VERT

Marie Gariazzo, Rozenn Nardin

24/03/2025

Alors que la prise de conscience écologique n'a jamais été aussi importante au regard de la multiplication des conséquences du dérèglement climatique dans le quotidien des Français, comment ces derniers la traduisent-ils en actes ? À travers une étude qualitative, Marie Gariazzo, directrice à L'ObSoCo, et Rozenn Nardin, responsable de la prospective sociétale à Citeo, font le récit d'une fatigue écologique qui s'installe parmi les personnes interrogées, tiraillées entre culpabilités, volonté de bien faire et contraintes économiques.

L'ObSoCo a mené pour Citeo une étude qualitative sur les pratiques environnementales des Français : vingt-trois entretiens et quatre réunions de groupe ont été conduits auprès de femmes et d'hommes, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de zone géographique différents. Nous avons souhaité exclure de cette étude les climatosceptiques, ainsi que les personnes très engagées en matière d'écologie. L'idée était de se concentrer sur ce que nous pourrions appeler le « ventre mou », en interrogeant des femmes et des hommes, avec des niveaux de préoccupation environnementale intermédiaires, qui mettent en place un ou plusieurs éco-gestes au quotidien.

Méthodologie détaillée

Réalisation de **23 entretiens**, répartis comme suit :

> **13 femmes, 10 hommes, âgés de 15 à 65 ans**, en mixant :

- très jeunes femmes/hommes vivant chez leurs parents,
- femmes et hommes vivant seuls,
- femmes /hommes vivant en couple sans enfant ou en colocation (pour les étudiants),
- mères /pères de famille avec des enfants en bas âge / avec des adolescents (dont des familles monoparentales et séparées),

- jeunes retraité-e-s sans enfant au domicile,

en mixant à chaque fois la CSP, la catégorie d'agglomération, le niveau de sensibilité à l'écologie, associé aux pratiques, etc.

Réalisation de **quatre réunions de groupe**, réparties comme suit :

- groupe 1 : Paris – un groupe de femmes « contraintes », issues des catégories populaires, mères de familles, soit monoparentales soit en couple, en territoires urbains et périurbains ;
- groupe 2 : Dijon – un groupe de pères, issus des CSP intermédiaires ou supérieures, ruraux ou périurbains ;
- groupe 3 : Rennes – un groupe de femmes plutôt âgées, issues des CSP intermédiaires ou supérieures, en zone rurale ou périurbaine ;
- groupe 4 : Lille – un groupe de jeunes hommes, issus des catégories populaires, urbains ou périurbains.

Date de terrain : du 2 juillet au 30 octobre 2024.

Mode de lecture : les propos indiqués entre guillemets reprennent mot pour mot les verbatims de nos participants.

« On va peut-être bientôt parler de tornades en France, comme aux États-Unis ! »

C'est l'histoire d'une conscience écologique qui s'est installée différemment chez les uns et les autres, avec des moments de bascule qui varient selon les parcours de vie et/ou l'endroit où l'on habite. Pour certains, c'est la sécheresse ou les inondations, pour d'autres, c'est l'arrivée d'un enfant. Sarah, 23 ans, assistante administrative en région parisienne, égrène les catastrophes qui se rapprochent : « Les inondations, les feux de forêt, c'est presque tous les jours maintenant. Ça nous rappelle la réalité : plus les années passent, plus ce sera dur. » À Martigues, Ahmed, 48 ans,

informaticien, reconnaît que le sujet est devenu plus tangible ces dernières années : « je vis dans le Sud, donc je le vois bien, le réchauffement climatique, les canicules à répétition, parfois les pénuries d'eau. On se pose forcément des questions. » Le fait d'être en couple ou de se projeter dans la construction d'une famille peut aussi constituer un moment de rupture et s'accompagner d'une plus forte sensibilité écologique. Professeure des écoles dans une petite ville de 4000 habitants près de Lyon, Alice, la trentaine, reconnaît qu'elle a vraiment pris conscience du problème quand elle est devenue mère : « c'était de se dire qu'est-ce qu'on va laisser, qu'est-ce qu'on va inculquer à nos enfants ? ». Des propos qui font écho à ceux d'Antoine, jeune père de famille, responsable numérique, dans l'est de la France : « avoir un enfant, ça a un impact. On se dit, est-ce qu'on fait les choses bien ? Est-ce qu'on utilise des produits qui sont polluants pour l'enfant ? Quand on est un peu solo, on est jeune et naïf. Mais après, ça a une grosse importance quand on commence à installer la prochaine génération. » Pour d'autres, le déclic est d'une toute autre nature : un déménagement, des travaux dans le prochain appartement ou la future maison, l'occasion de réfléchir à d'autres modes de chauffage, d'isolation, à de nouvelles façons d'habiter plus écologiques. Tous n'ont pas les moyens économiques de ces réflexions, mais ceux qui le peuvent reconnaissent que le paramètre écologique s'invite de plus en plus dans leurs projets immobiliers.

Derrière ces moments de bascule, les ressorts varient. L'exposition au risque pour soi et ses proches, pour sa santé ou son lieu de vie occupe une place centrale. Les premiers réflexes sont plutôt autocentrés, axés sur le court terme : l'ici et maintenant. Certes, le devenir des générations futures occupe une part importante dans les discours mais, derrière ce mantra, des failles apparaissent. Cela mériterait bien évidemment d'être quantifié, mais ce ressort semble surtout sensible lorsqu'on a des enfants en bas âge. La réalité paraît plus nuancée à mesure qu'ils grandissent. Si certains adolescents – surtout parmi les jeunes filles que nous avons rencontrées – se révèlent prescripteurs pour leurs parents, des mécanismes de « repli générationnel » s'observent. Les plus âgés murmurent qu'ils veulent « en profiter encore un peu », les plus jeunes revendiquent « le droit d'en profiter aussi ». Le même mot revient, « profiter » : comme un dernier sursis avant que tout bascule.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

« Un pas en avant, trois pas en arrière », ou comment la fatigue écologique s'installe

D'après l'Obs'Cop 2024, vaste dispositif d'étude menée par Ipsos pour EDF dans 29 pays, le changement climatique occupe une place importante parmi les sujets de préoccupation dans le monde (2^e place) et en France (4^e place)¹. Bien que l'inquiétude qu'il génère soit en recul, notamment en France (35% en 2021 contre 29% en 2024), tout laisse penser, comme l'indique Antoine Hardy², que l'écologie est devenue un « référentiel global » dans notre société. Antoine s'en réjouit : « la situation écologique est devenue un sujet de société. Ce n'est plus un non-dit. » On sent d'ailleurs une réelle présence à l'esprit de la question environnementale chez nos interviewés, une conscience qui pèse un peu comme « un caillou dans la chaussure ». Thomas, 28 ans, cadre parisien, raconte comment l'écologie s'est invitée dans sa vie, presque à son insu : « il y a cinq ans, ça ne m'effleurait même pas l'esprit. Aujourd'hui, je ne suis pas plus vertueux, mais ça me remet en question et je culpabilise à défaut de progresser ».

La gêne ou la culpabilité se fait davantage ressentir lorsqu'on sait que son mode de vie / de consommation n'est pas très écologique, alimentée par la peur du jugement et du regard des autres (voisins, autres parents, collègues, etc.)³. Jessica, 34 ans, esthéticienne en banlieue parisienne, mère célibataire de deux jeunes enfants, n'en peut tout simplement plus : « c'est fatigant, sur l'écologie, on a un sentiment de culpabilité permanent [...] c'est le sentiment de toujours devoir en faire un peu plus, ou de faire différemment, mais on a tellement de choses à penser, à un moment donné, stop ! ». Pour les mères célibataires que nous avons rencontrées, la charge écologique ne peut tout simplement pas s'ajouter à une charge mentale déjà extrêmement importante et contraignante au quotidien.

À Lille, Sofian, la vingtaine, serveur dans la grande restauration, se sent, quant à lui, observé par ses voisins lorsqu'il lave trop souvent sa voiture devant sa maison : « il peut y avoir une pression sociale, un certain regard extérieur, qui peut être gênant. Il y a des gestes du quotidien qu'on se sent obligé de faire ou d'arrêter ».

À l'inverse, d'autres mentionnent leurs petites fiertés et comptent les points, lorsqu'ils adoptent certains gestes. Il s'agit souvent d'une relecture écologique de gestes spontanément adoptés pour des raisons économiques, mais peu importe, « cette petite contribution pour la planète » agit comme un pansement. Issa, 19 ans, sourit : il a pris les transports plutôt que sa voiture pour venir à notre rendez-vous. Il se dit qu'il contribue ainsi, à sa manière. Il prend sa part.

Ce système de valorisation / justification très présent chez nos interviewés témoigne de

l'importance de la thématique environnementale aujourd'hui, en même temps que de son poids dans leur quotidien. Cette présence à l'esprit peut motiver, tout comme elle peut freiner le passage à l'acte. Car, si personne parmi eux ne remet réellement en cause l'importance de préserver l'environnement, de nombreux éléments de mise à distance existent.

Au niveau personnel, la tentation peut être grande de **mettre le sujet sous le tapis pour éviter l'anxiété débordante qu'il peut provoquer** ou pour continuer à se faire plaisir tant qu'il en est encore temps, sans trop culpabiliser. Annick, 43 ans, ingénieure dans la banlieue lyonnaise, avoue son angoisse qui lui donne parfois envie de baisser les bras : « je suis quelqu'un d'angoissé, mais je commence à devenir fataliste avec l'âge, parce que sinon, je prends tout sur moi et je me dis que ce n'est pas possible, je ne peux pas porter tout ce poids ». Jeanne, la vingtaine, travaille dans l'administration en Île-de-France. Elle essaye aussi de mettre le sujet à distance : « je n'en parle pas tous les jours, parce que ça me fait peur. Nous, les jeunes, on se dit qu'on n'a peut-être pas un avenir qui nous attend, on a du mal à s'y voir et se dire qu'avec tous les problèmes... ça va aller ». À Gagny, Régis, la soixantaine, reconnaît qu'avec sa femme, depuis que les enfants ont quitté la maison, ils relâchent un peu la pression. De toute façon, « ils seront morts avant que tout s'arrête, alors... ».

Les petits gestes, à quoi ça sert ?

À cela s'ajoutent plusieurs mécanismes de mise à distance, qui limitent l'envie de s'emparer du sujet au quotidien. **Pourquoi agir à son niveau si les autres n'agissent pas ?** Une certaine rancœur s'exprime, qui contribue à limiter sa propre responsabilité vis-à-vis des autres : « les voisins, les collègues, les anciennes générations qui ont laissé faire, les jeunes générations perçues comme très ambivalentes sur le sujet, les industriels qui polluent ou ne jouent pas le jeu, les politiques qui n'agissent pas assez, les écologistes qui extrémisent le débat, etc ». Paul, la cinquantaine, formateur dans le secteur social, s'insurge : « j'ai vu les infos et j'apprends qu'il y a un type qui est chef d'entreprise, qui a un avion, un jet privé, et qui a déjà pollué l'équivalent, en un an, de 257 ans de la vie d'un homme normal. Et moi, je fais des actions minimales, mais c'est du pipi de chat parce que ça ne changera rien tant qu'on aura des paquebots et des jets privés ». Il a l'impression qu'on lui en demande beaucoup, de plus en plus alors que « ce n'est pas à son échelle que ça va changer. » Pour lui, « c'est une décision plus large, plus politique, plus courageuse, que personne ne veut faire parce qu'économiquement, c'est trop compliqué ».

D'autres ont déjà l'impression d'en faire beaucoup, de prendre leur part. D'ailleurs, si 77% des Français pensent que « notre manière de consommer est nuisible à l'environnement », ils sont 82% à penser avoir un mode de vie sobre⁴. Parmi les personnes rencontrées, plusieurs déclarent porter

une sobriété qui n'a rien d'une mode ni d'une réponse aux injonctions contemporaines. Pour eux, l'écologie est affaire de bon sens, ancrée dans un héritage de valeurs et de pratiques. Ils éteignent les lumières, économisent l'eau et réparent plutôt que de jeter – non par militantisme, mais parce que c'est ainsi qu'ils ont toujours vécu. Ces gestes, devenus réflexes, s'ancrent dans une tradition familiale. Annick se remémore : « je suis petite fille de paysan, on a les pieds sur terre, on trie nos déchets, on n'a pas été élevé au McDo et aux emballages. Quand il n'y a rien, on fait attention, il n'y a pas de place pour le superflu. Ce sont des valeurs qui m'ont été transmises ». Elle ne veut surtout pas qu'on lui explique comment vivre une sobriété qu'elle pratique depuis toujours. Elle se montre volontiers critique vis-à-vis des « écolos bobos », qu'elle juge déconnectés ou trop idéalistes.

Et puis, **beaucoup s'interrogent sur l'impact de ce qu'ils font ou mettent en place**. Devant le gigantisme de la tâche, ils sont nombreux à ressentir un sentiment d'impuissance, quand d'autres se montrent circonspects sur ce qui est fait du tri de leurs déchets, suspicieux vis-à-vis de certaines pratiques dites plus « écologiques », comme le biologique ou l'électrique. À Besançon, dans les locaux de Veolia, le fils de Jean-Philippe a vu passer des cartons entiers de jouets neufs destinés à l'incinération. Il n'y croit plus, pour lui, « tant que les gens ne changeront pas leur mode de consommation, ça ne sert à rien de continuer ». Il n'est pas sûr non plus que trier sert réellement à quelque chose, quand il voit « les éboueurs arriver, choper la poubelle jaune et la grise et les mettre dans le même camion ». Méfiants vis-à-vis du biologique, de l'électrique, ils semblent de plus en plus nombreux à avoir ce réflexe, celui de questionner ou de remettre en cause certains gestes ou recommandations écologiques. Le bénéfice du doute permet alors de se dédouaner ou de se détourner de l'adoption de nouvelles pratiques. Et puis, ils sont plusieurs, parmi nos interviewés, à pointer l'absence de résultats ou de signal positif. L'écologie devient pour eux une forme de puits sans fond, notre tonneau des Danaïdes⁵.

Ces éléments favorisent la lassitude face à la politique des gestes quotidiens. La fatigue écologique s'installe, générant chez certains le retrait, voire le recul. Jonathan avoue ne plus avoir envie de « se prendre la tête ». À un moment, il a eu l'impression que ce qu'il faisait servait à quelque chose mais, maintenant, il se dit : « ça me prend du temps, il n'y a pas grand monde qui le fait, donc ça ne sert à rien ». Vanité des petits gestes face aux grands défis écologiques !

Quand vouloir ne suffit pas à pouvoir

La multiplication des injonctions écologiques épuise. Les efforts demandés envahissent toutes les sphères de la vie, faisant reposer sur les individus un poids de plus en plus important. Et c'est là que le bât blesse. Tous veulent bien reconnaître l'importance – voire l'urgence – de la thématique environnementale, mais refusent qu'on leur fasse « porter le chapeau » et regrettent qu'on ne leur

facilite pas davantage le passage à l'acte.

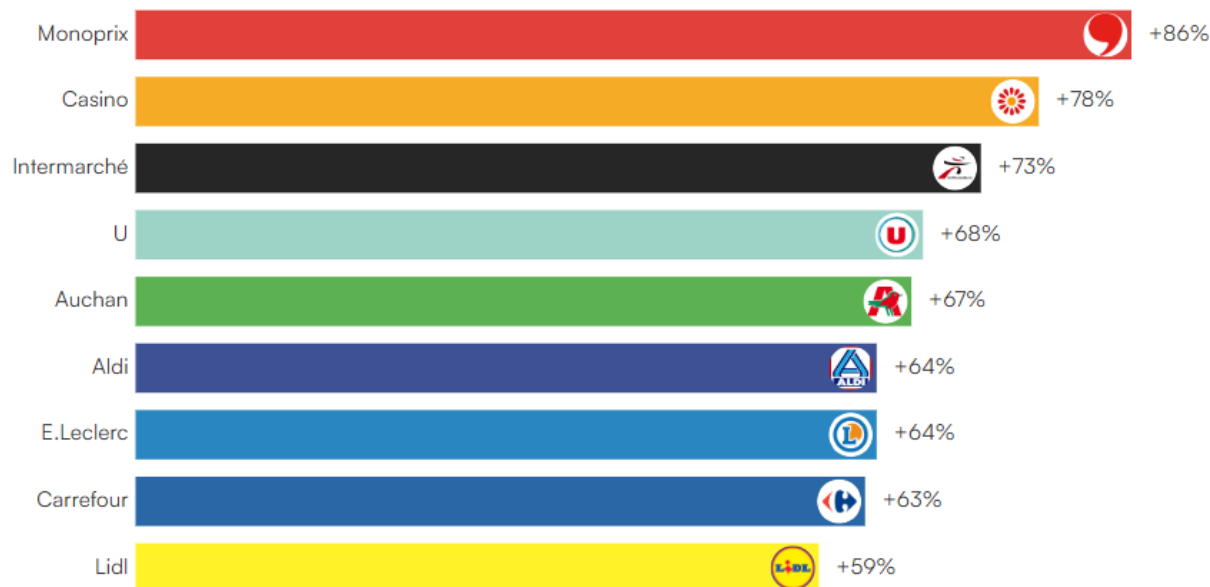
L'exemple des sacs à usage unique en supermarché est révélateur et revient à plusieurs reprises dans les témoignages : quand le choix est restreint, contraint, l'adaptation suit. Ahmed se rappelle : « quand on a enlevé les sacs en plastique dans les supermarchés et qu'il fallait amener son cabas, c'était une contrainte. Moi, je me retrouvais toujours sans cabas, j'oubliais tout le temps. Maintenant, j'oublie moins. Je mets un stock dans la malle de la voiture. Ça a mis un petit temps à rentrer dans les esprits, mais c'est devenu une pratique. On a fini par le faire ! ». Le problème aujourd'hui, c'est qu'il y a trop de choix, trop de tentations. Bombardés de publicités, noyés dans une offre pléthorique, confrontés pour certains à d'importantes contraintes budgétaires, les consommateurs décrochent. Dans une société qui vante le gain de temps et où l'offre crée la demande, l'injonction à une consommation responsable devient inaudible. Un sentiment s'installe : celui d'être le dernier maillon d'une chaîne qui dysfonctionne à tous les étages. Jeanne, 22 ans, qui travaille dans l'administration en région parisienne, s'agace : « s'il y a quatre emballages, ce n'est pas à nous de faire un effort, c'est l'industriel qui doit gérer [...] c'est très dur de choisir quelque chose en carton. En plus, c'est souvent plus cher. Pour une étudiante, devoir payer cinq euros un paquet de pâtes en carton, financièrement, c'est contraignant ».

L'enjeu pour eux n'est plus d'éduquer ou d'informer sur les bons gestes à adopter, mais de transformer l'offre en profondeur, de réglementer davantage au niveau des pouvoirs publics, en direction des industriels. On perçoit une réelle aspiration au changement, vers moins de consommation, plus de décélération. Mais cette aspiration se heurte à un paradoxe : dans une société qui promet toujours plus de choix et de facilité, l'effort écologique devient paradoxalement plus exigeant.

Argent, temps, équipement : le triptyque du grand empêchement

Les choix écologiques sont souvent plus coûteux et complexes à mettre en place. Pour ne donner qu'un exemple, une enquête de l'UFC-Que Choisir auprès de la grande distribution, réalisée en mai 2024, révélait que les produits bio se vendaient entre 59% (chez Lidl) et 86% (Monoprix) plus chers que leurs équivalents conventionnels⁶.

Écart de prix entre le bio et le conventionnel par enseigne



Source : Elsa Abdoun, Noé Baudouin, Prix du bio – 9 enseignes passées au crible, UFC-Que Choisir, 25 mai 2024.

Être « écolo » aujourd'hui requiert du temps, de l'organisation, de l'espace et des moyens financiers. L'absence de ces conditions peut finir par être source de frustration, d'incompréhension, mais aussi de division, voire de colère, quand on aimerait bien faire mais qu'on ne peut pas. À Montreuil, Leila, mère célibataire, jongle entre son travail d'aide-soignante et l'éducation de ses deux jeunes enfants. Pour elle, l'écologie est presque un luxe. Entre le bio trop cher, le tri complexifié par le manque de place et le compost chronophage, elle évacue le sujet.

Dans les arbitrages économiques du quotidien, la question environnementale n'a pas toujours sa place. **L'écologie devient de plus en plus un marqueur social.** L'alimentation est au cœur des tensions, en lien avec la dimension « santé » qui lui est associée. La barrière financière peut finir par nourrir, de façon plus ou moins consciente, plus ou moins affichée ou revendiquée, un sentiment de relégation ou d'exclusion. La question des emballages se confronte également à cette difficulté, quand le choix porte exclusivement sur les promotions pour nourrir sa famille, sans autre considération possible pour l'origine ou le conditionnement des produits. Pour Leila, le choix est vite fait : « c'est compliqué, je suis très promotions, je pense au plus économique, donc je ne pense pas à l'emballage, si je ne prends pas les promos, mon foyer ne peut pas vivre ».

Au-delà des contraintes financières, une autre variable se révèle essentielle, celle du temps disponible. Adopter certains éco-gestes ou certaines pratiques environnementales demande plus de temps. Or, libérer ce temps relève du défi pour certaines catégories de personnes, au premier rang desquelles les familles monoparentales, mais aussi certaines familles dont les deux parents travaillent et qui sont fortement contraintes en termes d'horaires. Dans la course quotidienne, le temps de planification, d'organisation et de réalisation de certains gestes ou pratiques ne peut tout simplement pas être dégagé. « À notre niveau c'est compliqué, il y a tellement d'autres efforts à faire, même pendant le sommeil, mon cerveau travaille », soupire Leila. L'écologie est également presque un luxe, surtout pour les femmes et encore plus lorsqu'elles sont isolées.

Et puis, il y a aussi la dimension fonctionnelle, avec un lien très fort au niveau de contrainte existant ou ressenti. La contrainte peut être maximale, dans le cadre d'une nouvelle réglementation, par exemple : le choix se trouve alors limité et, petit à petit, de nouvelles habitudes se mettent en place. Mais, la contrainte peut aussi dépendre du niveau d'accessibilité matérielle aux différents équipements nécessaires à l'adoption des éco-gestes : manque d'espace dans son foyer pour accueillir des poubelles de tri, absence de poubelles de tri dans son immeuble, manque d'investissement de la collectivité dans des conteneurs adaptés, impossibilité de ne pas prendre la voiture pour se rendre à son travail, etc. Tout ce qui complexifie l'adoption des éco-gestes d'un point de vue fonctionnel limite considérablement le passage à l'acte. Anne, la petite soixantaine, ancienne enseignante en région parisienne, reconnaît : « j'ai la chance d'avoir les infrastructures qui permettent d'avoir un comportement écologique, parce que je me mets à la place de certaines personnes qui sont en province qui doivent aller porter leur verre à droite, leur carton à gauche. Ça, c'est de la responsabilité des municipalités ou des régions, ce n'est pas acceptable, si vous voulez. Au lieu de phosphorer sur maints sujets, les élus feraient mieux d'organiser un petit peu le quotidien des gens ». Comme le rappelle Sophie Dubuisson-Quellier, sociologue, beaucoup de ce qui relève des comportements individuels est inscrit dans des dimensions très collectives. Renvoyer les individus au seul arbitrage individuel, c'est faire l'hypothèse que toutes les options en termes de mobilité, de tri et de consommation s'offrent à eux, or tel n'est pas le cas. Aujourd'hui, les injonctions adressées aux individus sont encore assez peu socialement ou géographiquement différenciées⁷.

Pourtant, l'IDDRI⁸ a mis en lumière qu'en matière d'écologie, « **c'est quand on peut, on veut** » qui **prévaut et non l'inverse**. L'impossibilité d'adopter un certain comportement, valorisé socialement, va alors conduire à le dévaloriser pour garder de l'agentivité⁹. En d'autres termes, pour limiter la blessure symbolique, certains, parmi les classes moyennes et populaires, ont tendance à réduire la « valeur » ou le « sens » de ce à quoi ils ne peuvent accéder, comme le bio ou l'électrique, par exemple... Un cercle vicieux écologiquement dévastateur ! Cela rejoint la notion de « prisonniers

écologiques » mise récemment en évidence dans une note de la Fabrique écologique¹⁰.

Une sensibilisation écologique rendue de plus en plus difficile

Plusieurs personnes parmi les interviewés déplorent la polarisation qu'ils perçoivent sur les questions environnementales, avec une forme d'« extrémisation du débat » selon eux, et la persistance d'une écologie perçue comme moralisatrice, punitive, qui deviendrait contre-productive... voire commencerait à faire consensus contre elle. À Paris, Jonathan, la trentaine, cadre dans la fonction publique, vote pour les Verts depuis longtemps, mais considère qu'on lui fait la morale. Il trouve cela « contre-productif » et ajoute : « cette forme non pas d'extrémisme mais cet aspect un peu brutal dans « il faut faire ça et c'est comme ça, ce n'est pas autrement », je ne suis pas sûr que ça marche si bien si on veut justement emmener le plus de gens avec nous ». Christophe, 56 ans, qui vit en zone rurale dans le Nord, abonde : « il y a peu de tolérance envers ceux qui ne partagent pas leur dynamique à 100%. Ce jugement négatif sur ce que l'on fait, etc., chacun fait en fonction de ses moyens, c'est ce que je veux dire ».

La sensibilisation écologique se heurte aujourd'hui à plusieurs écueils. Le premier est celui de l'intrusion. Les messages écologiques s'immiscent dans l'intimité des foyers, questionnent les dynamiques familiales et les choix quotidiens. Cette ingérence perçue génère de fortes résistances¹¹. Le deuxième risque est celui de l'infantilisation, autour d'une pédagogie maladroite qui porte sur des gestes, que certains pratiquent parfois depuis des générations, sans se questionner. Enfin, le dernier écueil est sans doute le plus dangereux, celui de la culpabilisation. En responsabilisant l'individu, on exige de lui une exemplarité au nom d'un collectif qui, paradoxalement, ne suit pas. L'individu doit agir pour les autres, contre les autres : des vents contraires propices au décrochage.

Sur un autre registre, une étude réalisée par la Fondation Descartes¹² montre que les Français intéressés par l'actualité climatique et qui s'informent fréquemment sur le sujet (tous canaux confondus) sont davantage disposés à adopter des comportements favorables au climat. Mais qu'en est-il dans un contexte de fatigue, voire d'exode informationnel ? En 2024, 54% des Français se déclarent fatigués de l'information, dont 39% « très fatigués »¹³. La situation est rendue encore plus complexe dans la perspective d'un arrêt du *fact-checking* climatique sur les réseaux sociaux de Meta en 2025, qui fait craindre une montée en puissance de la désinformation sur ces enjeux cruciaux¹⁴.

L'émergence d'une « écologie à la carte »

Dans ce contexte, une « écologie à la carte » émerge, moins dogmatique, plus souple voire plus accessoiriste. Martin, agent administratif en Seine-Saint-Denis, se définit comme un « écolo basique », « du quotidien », à l'image du « bricoleur du dimanche ». La métaphore est parlante, chacun semble d'ailleurs « bricoler » avec l'écologie, jamais complètement certain de ses gestes, avançant à son rythme, sans trop renoncer à son confort ou à son plaisir, satisfait de contribuer à sa mesure. D'autres, surtout parmi les catégories intermédiaires et supérieures interrogées, pratiquent une écologie faite de gestes symboliques et de nouveaux objets (gourde, Sodastream, compost...) qui viennent s'ajouter à leur quotidien sans en bouleverser les fondements. Ils « jouent le jeu » tout en conservant un mode de vie relativement classique, souvent centré sur le confort pavillonnaire ou familial. L'adoption de pratiques écologiques est, par ailleurs, souvent influencée par l'entourage (les voisins, les collègues) ou les tendances sociétales. Ils ajoutent des touches « vertes » sans modifier fondamentalement leurs habitudes de consommation.

Quels que soient les profils, ils sont nombreux à signifier leur distance vis-à-vis des « vrais écolos », perçus comme trop radicaux. Sans employer le terme d'orthodoxie verte, ils souhaitent échapper à ce qui s'apparente pour eux à une forme de *diktat*, tout en restant engagés à leur niveau, en privilégiant souvent le « gagnant-gagnant » : des éco-gestes qui offrent un bénéfice clair (économique, pratique ou social) tout en préservant l'environnement.

Le désengagement prend alors différentes formes. Il peut se traduire par un repli sur les seuls gestes économiquement rentables ou par un attentisme revendicatif (« je ne ferai pas plus tant que le système ne changera pas »). Émerge également un scepticisme croissant sur l'utilité même des éco-gestes. Cette tendance au désengagement est confirmée par l'Obs'COP 24 mené par Ipsos et EDF¹⁵. La disposition des Français à modifier et adapter leur mode de vie s'érode (51%, -13 points en six ans), quand l'alternative, qui consiste à parier sur le progrès scientifique et technologique, progresse de 10 points (16% en 2019 contre 26% en 2024). Autant d'éléments qui viennent alimenter « l'indifférence climatique » pour reprendre les termes de Théodore Tallent¹⁶, ou la « non-chalante indifférence » pour reprendre ceux du philosophe Axel Gosseries¹⁷.

Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'elle s'inscrit dans un mouvement plus vaste de désengagement et de dépriorisation, qui adresse un mauvais signal aux consommateurs-citoyens. On pense évidemment au climatocépticisme de Donald Trump, mais aussi à l'intérêt distant des derniers Premiers ministres¹⁸, aux manques de moyens accordés à la transition écologique dans le budget 2025¹⁹ ou aux récentes déclarations d'élus de premier plan sur la suppression de l'Ademe²⁰. Mais si l'exemplarité et l'impulsion ne viennent pas des pouvoirs publics, que se passera-t-il ?

1. Obs'COP 2024, Ipsos et EDF, 6^e édition de l'Observatoire international climat et opinions publiques, novembre 2024.
2. Antoine Hardy, « **Quel discours face à l'urgence écologique ?** » *Esprit*, n°6, 2020.
3. Même si on sent une forme de relâchement généralisé, qui devient de plus en plus acceptable socialement dans un contexte économiquement tendu. Sur ce point, les réactions recueillies notamment lors des réunions collectives que nous avons menées témoignent de la capacité de certains de nos interviewés à assumer sans complexe de faire peu, voire de moins en moins en matière d'écologie.
4. L'ObSoCo, « Baromètre sobriétés et modes de vie », Ademe, 2023.
5. Cette expression renvoie à l'idée d'une forme d'inutilité ressentie par une partie de la population vis-à-vis des gestes écologiques, consentis au niveau individuel, face à l'ampleur de la tâche. L'absence de résultats visibles et d'impact perçu de l'engagement consenti rappelle la tâche interminable, absurde et sans fin des Danaïdes.
6. Elsa Abdoun, Noé Baudouin, **Prix du bio – 9 enseignes passées au crible**, UFC-Que Choisir, 25 mai 2024.
7. Sophie Dubuisson-Quellier, « **L'injonction aux « petits gestes » pour le climat peut être contre-productive** », *Le Monde*, 17 août 2022.
8. « *Quand on peut, on veut* ». *Conditions sociales de réalisation de la transition : une approche par les modes de vie*, IDDRI, 2024.
9. « Climatocéptiques. Enquête au plus près de ceux qui doutent », Parlons Climat, novembre 2024.
10. « Écologie et vie quotidienne : le chemin d'une transition réussie », La Fabrique écologique, 12 février 2025. La notion de « prisonniers écologiques » désigne des individus contraints dans leurs choix par leur situation économique et sociale (tels que les familles périurbaines, dépendantes à la voiture ou encore les locataires de passoires énergétiques sans moyens financiers pour rénover leur logement).
11. En 2022, dans le cadre de plusieurs études qualitatives menées sur la crise énergétique, la demande d'Emmanuel Macron adressée aux Français pour qu'ils baissent leur chauffage avait fortement agacé et été perçue comme à la fois intrusive et infantilisante.
12. Fondation Descartes, « Information et engagement climatique », novembre 2022.
13. Sébastien Boulonne, Guénaëlle Gault, David Medioni, **La fatigue informationnelle : une nouvelle forme de pénibilité au travail**, Arte, Fondation Jean-Jaurès et L'ObSoCo, 16 décembre 2024.
14. « **Meta envisage de supprimer les programmes de fact-checking dans le monde entier** », *Le Figaro* avec AFP, 14 mars 2025.
15. Obs'COP 2024, Ipsos et EDF, 6^e édition de l'Observatoire international climat et opinions publiques, novembre 2024.
16. Théodore Tallent, « L'indifférence climatique », *France Culture*, 23 janvier 2025. Voir également du même auteur : **Backlash écologique : quel discours pour rassembler autour de la transition ?**, Fondation Jean-Jaurès, 23 avril 2024.
17. Axel Gosseries, « **Face aux crises climatique et environnementale, il y a une non-chalante indifférence** », *L'Avenir*, 26 décembre 2024.
18. Matthieu Goar, « **François Bayrou et l'environnement : un intérêt distant malgré quelques engagements pour une « écologie positive** » », *Le Monde*, 15 décembre 2024.
19. Rose Amélie Becel, « **Budget 2025 : l'écologie, première victime de la réduction des dépenses publiques ?** », Public Sénat, 6 février 2025.
20. Irène Inchauspé, « **Supprimer l'Ademe ? Pas aussi simple qu'il n'y paraît** », *L'Opinion*, 14 janvier 2025.